

**Zeitschrift:** Energieia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie  
**Herausgeber:** Office fédéral de l'énergie  
**Band:** - (2017)  
**Heft:** 4

**Artikel:** Décision imminente  
**Autor:** Dörig, Stefan  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-681988>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 02.04.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# DÉCISION IMMINENTE



Source: Stefan Dörig

**POINT DE VUE D'EXPERT** Depuis dix ans, la Suisse et l'UE négocient un accord sur l'électricité. Novembre 2017 verra la célébration en Europe de ce jubilé particulier. Les négociateurs ont longuement discuté de l'intégration de la Suisse au marché intérieur de l'électricité et assisté, malgré les prévisions alarmistes, à sa constante évolution. Huit ans après la décision du troisième paquet européen «Marché intérieur de l'énergie», la dernière pierre législative a été posée au printemps 2017 avec le code de réseau sur l'énergie de réglage.

«Depuis dix ans, la Suisse et l'UE négocient un accord sur l'électricité.»

Stefan Dörig, Conseil de l'énergie

**La mise en œuvre** s'effectuera d'abord sans la Suisse. Cela est regrettable, car notre infrastructure électrique mise en place au cours des 50 à 60 dernières années était orientée dès le début vers l'interconnexion et la collaboration internationales. L'approvisionnement électrique

de la Suisse est devenu plus sûr et meilleur marché. Notre réseau fait partie d'un partenariat régional et nos centrales font un négoce transfrontalier d'électricité. Elles contribuent grandement à la sécurité d'approvisionnement de nos pays voisins. Les centrales allemandes et françaises ont autant d'importance que nos centrales pour la sécurité d'approvisionnement de la Suisse. Toutes font partie d'un système unique interdépendant à exploiter en commun. Il n'existe pas de marché suisse de l'électricité indépendant et la sécurité de l'approvisionnement n'est pas une affaire purement nationale. La clé d'un approvisionnement électrique sûr et bon marché réside dans la collaboration avec nos voisins.

**Il s'agit d'en tenir compte** dans les débats actuels sur l'ouverture complète du marché et la conception du marché après 2020. Les concepts à risque tels qu'un degré d'auto-approvisionnement fixé par les politiques ou les taxes sur le courant importé ne résoudre pas nos problèmes. Au contraire: cela créerait des structures qui empêcheraient la conclusion d'un accord sur l'électricité pendant

des décennies et compromettrait la collaboration régionale.

«La clé d'un approvisionnement électrique sûr et bon marché réside dans la collaboration avec nos voisins.»

Stefan Dörig, Conseil de l'énergie

**La Suisse devra** opter pour une intégration efficace, rentable et sûre dans le marché intérieur de l'électricité ou pour une politique unilatérale et coûteuse avec des effets indéterminés sur la sécurité de l'approvisionnement. Les choix se feront ces prochaines années et on ne fêtera sans doute pas 20 ans de négociations sur l'électricité.

Stefan Dörig, Conseil de l'énergie, Mission de la Suisse auprès de l'UE, Bruxelles

P.-S.: Le mandat de quatre ans de Stefan Dörig s'achève fin juillet 2017. Son successeur est Simon Steinlin, actuel chef des Affaires du Conseil fédéral et affaires parlementaires à l'OFEN.